

## Les étudiants en sport restent en rade

**Formation ► La rentrée prochaine, la filière pour les profs de gym restera fermée.**

Les étudiants en Sciences du mouvement et du sport<sup>1</sup> sont déçus. Pour la troisième année consécutive, l'Institut universitaire de formation des enseignants (Iufe) n'ouvrira pas à la rentrée de filière en éducation physique. Vingt-deux étudiants ayant décroché leur master ou qui l'auront obtenu en juin ont écrit à la conseillère d'Etat Anne Emery-Torracinta pour lui faire part de leur désarroi et lui demander des explications.

Signée également par plus de 150 enseignants, dont de nombreux profs d'éducation physique, la missive insiste sur «l'injustice» ressentie par ces étudiants. La plupart ont terminé leurs études depuis plusieurs années et voient leurs projets professionnels et personnels bloqués en raison de cette «attente devenue trop pesante», notamment sur le plan économique.

Ils comprennent d'autant moins la décision que, dès la rentrée, une troisième heure de

gymnastique sera instaurée pour les élèves de 9<sup>e</sup> année regroupements 1 et 2, puis pour l'ensemble des degrés dès 2018. En outre, la prochaine réforme de la caisse de pension de l'Etat laisse présager de nombreux départs en préretraite. De quoi augmenter considérablement la demande en enseignants formés?

Contacté, le Département de l'instruction publique (DIP), de qui dépend l'ouverture d'une filière, explique que le nombre d'enseignants déjà en attente d'un emploi ou désirant un plus haut taux de travail «reste relativement important et semble répondre encore aux besoins à court et moyen terme». Le département ne dispose toutefois pas de chiffres.

«C'est un peu gros!», réagit une étudiante. En ouvrant la filière, nous serions sur le marché dans deux à trois ans. L'Etat risque de devoir alors engager des enseignants formés ailleurs!» Comme elle, un étudiant relève qu'ils sont en outre plusieurs à obtenir, chaque année, des suppléances sur une année complète. «C'est bien la preuve



TEACHER83-CC3.0/PHOTO PRÉTEXTE

qu'il y a des besoins!» Nous n'avons pas réussi à joindre l'Association genevoise des maîtres d'éducation physique qui, selon les rédacteurs du courrier, soutient leur démarche.

Pour rappel, faute de places de stage, des dizaines et des dizaines d'étudiants de l'Iufe de plusieurs filières sont restés coincés au seuil de la seconde et dernière année. Une grande

partie ont bénéficié d'un dispositif transitoire pour terminer leur cursus, qui sera reconduit l'année prochaine uniquement.

A la rentrée, l'Iufe ouvrira des filières en allemand, anglais, droit, économie, français, géographie, informatique, mathématiques et physique. 1

<sup>1</sup> Cette formation se déroule à Lausanne, depuis qu'y ont été regroupés les Instituts des sciences du sport des universités de Genève et de Lausanne.

## A l'UDC, place aux nouveaux?

**Election ► La section jeune veut limiter à trois le nombre de mandats des élus.**

Est-ce la révolte des bleus à l'Union démocratique du centre? La section jeune du parti genevois souhaite en tout cas un meilleur renouvellement du personnel politique. Elle propose de limiter à trois le nombre de mandats consécutifs autorisés pour les élus UDC, que ce soit au parlement ou dans un exécutif – aux niveaux cantonal et communal. Une dérogation pour un quatrième mandat pourrait être accordée par le comité directeur. La mesure sera soumise au vote des membres lors de l'Assemblée générale du parti, le 21 mars.

Les jeunes UDC s'inspirent notamment des statuts de partis de gauche, comme le PS, les Verts ou plus récemment Solidarités. «Ces formations, grâce à un bon renouvellement, peuvent compter sur plusieurs jeunes actifs», explique Alexandre Mounla, président de la section jeune. Nous voulons éviter que des élus s'accrochent à leur fonction, tout en n'étant plus vraiment actifs

politiquement.» Il explique par ailleurs qu'il ne se sent pas représenté par un parlement dont la moyenne d'âge dépasse largement 50 ans.

Dans le groupe UDC au Grand Conseil, deux députés sur dix seraient concernés, en vue de la prochaine législature: le chef de groupe, Stéphane Florey, et Eric Leyvraz. Ce dernier explique qu'il souhaite se représenter lors des élections de 2018. Il reconnaît toutefois que le renouvellement est un vrai problème à l'UDC: «On ne trouve pas facilement des jeunes prêts à s'engager. Les mandats prennent de plus en plus de temps. Mais l'expérience permet aussi d'avoir du poids au parlement et d'attirer des voix lors des élections.» Pour son collègue Stéphane Florey, une telle règle, pour un parti encore neuf à Genève, pourrait lui porter préjudice: «On ne peut pas se passer des candidats expérimentés, qui servent ensuite à guider les nouveaux élus.»

Pour l'heure, les échos au sein de l'UDC sont majoritairement négatifs, confirme Alexandre Mounla. **ELE**

L'indépendante Christina Meissner a été lâchée par la majorité qui l'avait portée à la vice-présidence l'année dernière. La droite s'octroie les trois premiers sièges

# L'UDC Eric Leyvraz élu président

ERIC LECOULTRE

**Grand Conseil ►** Il avait déjà occupé cette fonction en 2009. Le député UDC Eric Leyvraz a été élu une nouvelle fois président du Grand Conseil genevois. Il a recueilli 56 voix, alors que sa concurrente, Christina Meissner, aujourd'hui députée indépendante après son exclusion de l'UDC (notre édition du 13 mars), n'a obtenu que 30 voix. Elle a été lâchée par la majorité qui l'avait portée à la vice-présidence, l'année dernière, contre l'avis de son parti.



**C'est la deuxième fois qu'Eric Leyvraz accède au perchoir**

Jeudi après-midi, alors que l'élection du bureau débute, tous les regards se tournent vers Christina Meissner. Dans un silence inhabituel, cette dernière soumet sa candidature. «L'année écoulée n'a pas été une sinécure pour moi, relève-t-elle devant ses collègues. Je veux respecter la confiance que

vous m'avez accordée ces deux dernières années. Nommer une présidente indépendante aurait des avantages: cette fonction implique d'être au-dessus de la mêlée.» Elle souligne qu'aucune femme n'a été désignée à la tête du parlement cantonal depuis près de dix ans, «alors qu'elles représentent un quart de notre assemblée et la moitié de notre population».

En face, le chef de groupe de l'UDC, Stéphane Florey, précise, en présentant Eric Leyvraz, que la réélection d'un député au poste de président ne serait pas une première: «Au siècle passé (avant 1942, ndr), il n'était pas rare qu'un élu siège durant plusieurs années à la tête du Grand Conseil.» Pour son parti, Eric Leyvraz a l'avantage de bien connaître la fonction et de pouvoir assumer son mandat sans une année de préparation à la vice-présidence. Au moment du vote (par bulletin secret), la droite semble s'être entendue et propulse ce viticulteur au perchoir.

«Trois hommes de droite» Ce n'est pas sa seule victoire de la soirée. Le PLR parvient ensuite à faire élire son député Jean Romain à la vice-présidence. Selon la règle informelle du tournus, c'est pourtant le député vert François Lefort qui aurait dû passer. Mais le premier parti du canton estime que la présidence du début de la prochaine législature, en 2018, lui revient. La cheffe de groupe des écologistes, Sarah Klopmann, fustige ce «putsch honteux», en rappelant que le PLR compte trois des six derniers présidents du Grand Conseil. «Si vous persistez, nous allons

**Christina Meissner a relevé qu'aucune femme n'a été désignée à la tête du parlement cantonal depuis près de dix ans.** JPDS-A



nous retrouver avec un trio de tête uniquement composé d'hommes de droite. Vous ne respectez pas les minorités.»

**Représailles?**

Sa prédiction s'avère exacte, lorsque le député MCG Jean-Marie Voumard accède à la seconde vice-présidence, toujours soutenu par la même majorité, semble-t-il. Il était de nouveau opposé à François Lefort. «Qui sème le vent, récolte la tempête», se contente de lancer l'UDC Stéphane Florey, à l'atten-

tion de la gauche, en référence à l'élection «sauvage» de Christina Meissner l'année dernière. Le PS, pour sa part, critique dans un communiqué la «volonté d'hégémonie» de la droite au parlement, coupable de «bafouer les règles établies».

Dans la soirée, tous les partis parviennent à faire élire leurs représentants au bureau. La députée d'Ensemble à gauche Salika Wenger remplace finalement sa collègue Magali Orsini, en conflit depuis un an avec son groupe. 1

## CONTRE LA FERMETURE DES OFFICES POSTAUX

A la suite de l'annonce de la Poste de fermer entre 500 et 600 offices dans tout le pays, une très large majorité des députés ont accepté, jeudi soir, une motion du socialiste Romain de Sainte Marie, par 60 voix contre 24. Les oppositions étaient issues du PLR.

Ce texte invite le Conseil d'Etat à «s'opposer à toute nouvelle fermeture d'offices de poste à Genève, en associant les communes concernées» dans leurs démarches, ainsi qu'à «lier langue avec les autres cantons pour examiner la possibilité d'une résistance commune au processus mis en route par la Poste». Les partisans de cette motion ont affirmé leur souhait de préserver ces prestations de service public auprès d'un maximum de quartiers. **ELE**